

M.E.S., Numéro 133, Vol. 2, mars – avril 2024

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095



Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux
Kinshasa, mars - avril 2024

EFFETS DES TAUX D'INTERET SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES HORS TAXE DES ENTREPRISES AGROALIMENTAIRES DE KINSHASA DE 2005 A 2021

par

Josué-Martins MAGHENE KINANKUBO

*Apprenant au DEA, Faculté des Sciences Économiques et de Gestion,
Université de Kinshasa*

Résumé

Les investissements constituent un facteur vital duquel dépend essentiellement la création des richesses dans une économie. Les différents agents économiques éprouvent des besoins de financement de différentes natures pour pouvoir accomplir leurs fonctions de production, de distribution et de consommation. Ainsi, les entreprises pour augmenter leurs richesses, peuvent faire appel aux marchés financiers ou aux banques, qu'elles soient publiques ou privées, en jouant le rôle d'intermédiaire financier. Ainsi, les banques commerciales congolaises jouent un rôle primordial dans le financement des activités des entreprises. Mais, avec une moyenne de 34,6% du taux d'intérêt débiteur en monnaie nationale appliqué par ces banques, ce taux a une influence négative sur la croissance d'activités et du chiffre d'affaires des entreprises agroalimentaires de Kinshasa, et n'attire pas beaucoup d'investissements dans ce secteur.

Mots-clés : *taux d'intérêt, chiffre d'affaires, financement, variation.*

Abstract

Investment is a vital factor on which wealth creation in an economy is essentially dependent. Different economic actors experience different kinds of financing needs in order to fulfil their functions of production, distribution and consumption. Many, companies to increase their wealth, they can resort to financial markets or banks, whether they are public or private, play the role of financial intermediaries. Thus, Congolese commercial banks play a key role in the financing of business activities. But, with an average of 34.6% of the debtor interest rate in national currency applied by these banks, this rate has a negative influence on the growth of activities and turnover of the Kinshasa agri-food companies, does not attract much investment in this sector.

Keywords : *interest rate, turnover, financing, variation.*

INTRODUCTION

La présente étude porte sur l'analyse d'effets du taux d'intérêt sur les chiffres d'affaire hors taxe des entreprises agroalimentaires de Kinshasa afin de démontrer la variation du taux d'intérêt débiteur des banques commerciales congolaises.

La problématique de financement des entreprises publiques ou privées en République Démocratique du Congo, n'est pas nouvelle, mais toujours d'actualité. Le retour des entrepreneurs innovateurs et créateurs d'emploi dans le secteur agroalimentaire passe par un accès facile au financement. Ce dernier peut se présenter sous forme indirecte (financement bancaire) ou bien directe par le recours au marché financier. Mais il semble que ce mode de financement par le marché financier n'arrive pas à décoller. Ce qui explique, que la totalité des financements des entreprises congolaises proviennent des banques commerciales. En 2021, les institutions financières de la République Démocratique du Congo ont contribué à l'économie nationale à hauteur de 4 227 dollars américains en termes de crédit à l'économie et de 11 515 dollars américains en termes de mobilisation de dépôts (Deloitte 2022).

Les investissements constituent un facteur vital duquel dépend essentiellement la création des richesses dans une économie. Les différents agents économiques éprouvent des besoins de financement de différentes natures pour pouvoir accomplir leurs fonctions de production, de commercialisation et de consommation.

Ainsi, les entreprises pour augmenter leurs richesses, peuvent faire appel aux marchés financiers ou aux banques, qu'elles soient publiques ou privées, en jouant le rôle d'intermédiaire financier.

La contribution du secteur bancaire au financement de l'économie reste très modeste, avec une faible diversification du portefeuille et une prédominance des prêts en monnaie étrangère, qui représentent en moyenne 89% du portefeuille des prêts à l'économie sur les cinq dernières années. La République Démocratique du Congo figure parmi les 10 pays du monde au plus faible ratio crédit/PIB, soit près de 7,5% à fin 2021.

Pour Deloitte (2022), les banques se partagent les mêmes clients et sont frileuses à desservir des nouvelles niches. Elles se retrouvent ainsi avec d'importants excédents des ressources, qu'elles placent auprès de leurs banques sœurs à l'étranger, ou auprès de maisons sœurs à l'étranger, ou auprès de maisons mères, ou de leurs concurrents locaux. Leur financement dans le secteur agroalimentaire reste très faible.

De manière traditionnelle, les dépôts collectés par les banques auprès du public sont destinés à être utilisés comme levier sur les fonds propres des banques afin de générer d'une certaine façon un ROE (Return on Equity) très appréciable.

Cependant, ce mécanisme a été fortement réglementé depuis les différentes crises dans le secteur financier. Les autorités de régulation des Etats dans le monde ont établi des normes et des ratios limitant la liberté des banques d'user du dépôt des clients pour financer l'économie.

En 2002, la République Démocratique du Congo a amorcé un vaste chantier de réformes de son secteur financier étant entendu qu'un système financier performant contribue efficacement à la croissance économique. Ainsi, l'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements durant la période 2002 - 2019 a amorcé, sur un volet de la réforme, la modernisation des systèmes de paiement, les effets de ces réformes engagées ont permis l'amélioration de la situation économique caractérisée par la performance et l'orthodoxie de la politique économique, aussi une augmentation importante des investissements dans le secteur minier, et autres porteurs de la croissance.

Il en est de même dans le secteur bancaire de la République Démocratique du Congo, plusieurs réformes ont contribué à la progression significative du système financier congolais bien que la nécessité d'une continuité s'impose, entre autres, la loi n°003/2002 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédits bancaire en son article 7.

Les taux d'intérêt débiteurs des banques commerce qui atteignaient les 25,96% en 2020 ont légèrement diminué pour se situer autour de 23% en 2021.

Cependant, la baisse du taux d'intérêt débiteur conduit à une augmentation et consolidation des investissements en soutenance de la croissance économique et du bien-être. L'augmentation de la demande de crédit suite à un taux d'intérêt attractif propulse les entreprises à investir davantage et les ménages à consommer énormément soit par accès direct au crédit à la consommation, soit par l'accroissement de leur richesse comme fruit de la croissance économique induit par les investissements des entreprises. Cette augmentation de la production intérieure peut être accompagnée du développement technologique, gage d'une compétitivité des exportations et importations des entreprises nationales. Dans ce cas, la surveillance des agrégats monétaires et économiques est requise pour éviter tout dérapage pouvant favoriser l'inflation ou une concurrence déloyale sur le marché.

Loin de ces considérations théoriques, il sied de savoir que le secteur bancaire congolais a, au cours de l'année 2021, mobilisé plus d'épargnes que les années antérieures. Le taux de croissance affiché a été de 42%, sensiblement supérieur à celui de 2020 de 31%.

La contribution des banques à l'économie du pays a été plus consistante en 2021 que dans les années passées, à plus 4 Millions des dollars américains, soit 26%. Ladite contribution a été fortement soutenue par les banques panafricaines installées au pays. Par conséquent, les effets des taux d'intérêt débiteurs ont eu l'influence sur la variation du chiffre d'affaires des entreprises agroalimentaires de Kinshasa.

De ce fait, un secteur en expansion a la facilité de bénéficier d'un emprunt auprès des banques qui augure l'augmentation quasi certaine de l'activité de l'entreprise dans les années suivantes et un secteur en crise suscite à l'inverse des risques plus grands pour l'entreprise qui y opère. Cela n'est pas du reste dans le secteur agroalimentaire qui subit aussi les effets des marchés.

Le chiffre d'affaires est également un indicateur de performance des ventes qui permet de mesurer le poids de l'entreprise sur son marché. Aussi, le secteur dans lequel l'entreprise exerce son activité influe sur l'obtention de son financement.

Ce travail consistera à valider certaines hypothèses telles que la variation du taux d'intérêt a une incidence sur le chiffre d'affaires de l'entreprise qui permet d'évaluer la croissance de son activité. Les intermédiaires financiers jouent un rôle important dans le fonctionnement de l'activité économique d'une entreprise.

La question de notre recherche qui nous guidera dans l'élaboration de cet article, peut être formulée de la manière suivante : Comment le taux d'intérêt débiteur des banques commerciales arrive-t-il à influencer l'augmentation ou la diminution du chiffre d'affaires des entreprises agroalimentaires ?

I. REVUE DE LA LITTÉRATURE

Le financement d'entreprises soulève la question des modalités auxquelles l'épargne peut être canalisée vers les agents présentant des besoins de financement. Il permet de s'interroger sur les instruments et les mécanismes de financement et de distribution du crédit. Ces besoins de financement et l'offre de capitaux qui permettent de satisfaire les entreprises se rencontrent sur des marchés, à savoir le marché monétaire et celui de crédit.

Selon Mishkin et al. (2010 : 29), une entreprise pour obtenir les fonds nécessaires pour augmenter sa production et ses ventes, elle peut faire recours à l'emprunt et peut accepter de payer en intérêts une partie de ses profits aux intermédiaires financiers. Pour nous, le taux appliqué par les banques commerciales congolaises ne favorise pas la croissance d'activités dans le secteur agroalimentaire.

Pour Lumonansoni (2018 :11), Les banques commerciales trouvent les liquidités dans l'épargne mise à leur disposition par les agents non financiers, il s'agit là de l'intermédiation financière formelle qui consiste à transformer les dépôts bancaires, en changeant leur nature et leur terme, pour octroyer des prêts à d'autres agents non financiers, en cela s'ajoute un ensemble des services rendus qui comporte un coût pour les institutions financières qui doit être rémunéré, à travers les taux d'intérêt sur les prêts, les frais de dossiers, etc.

Damodaran (2008 :454), dès lors qu'un projet est destiné à produire des cash-flows sur plusieurs périodes, l'analyste doit prendre en compte l'effet de l'inflation sur les cash-flows dégagés. L'effet prix a une influence modérée sur le chiffre d'affaires des entreprises agroalimentaires.

Pour August Lutz F. (2023 : 229), le taux d'intérêt apparaît déterminant d'une façon ou d'une autre par la productivité du capital, et le montant du capital disponible a une incidence sur le chiffre d'affaires.

Selon Farber et alii (2009 : 148), les taux peuvent également avoir une périodicité différente (semestrielle, trimestrielle, mensuelle, annuelle), les taux d'intérêt débiteurs appliqués par les banques commerciales congolaises sont annuels.

Pour J. Berk et alii (2008 : 151), les taux sont déterminés sur les marchés financiers par la confrontation entre l'offre et la demande de fonds prêtables. Mais cette offre et cette demande sont-elles mêmes influencées par de nombreux facteurs macro-économiques (inflation, croissance anticipée...) ou micro économiques (le risque présenté par l'emprunteur). Les taux d'intérêt débiteurs en République Démocratique du Congo sont aussi influencés par les facteurs micro et macroéconomiques.

D'après Stoleru (1967 : 830), on peut toutefois noter que l'entreprise subit le poids de ses décisions passées en payant chaque année les intérêts de ses emprunts. Le taux d'intérêt est donc, à

cet égard, un élément du prix de revient présent de l'entreprise et l'on peut s'interroger sur son influence. Tout d'abord, la masse des intérêts reste, même pour des entreprises très capitalistiques dans beaucoup des pays développés, une part assez faible du chiffre d'affaires (moins de 10 %). Si bien que le niveau plus ou moins élevé des taux à payer influe fort sur le prix de revient du produit des entreprises sous examen.

Quant à Berk et Al (2008 : 153), le taux d'intérêt n'influence pas uniquement la propension à épargner des agents, mais également l'incitation des entreprises à investir. Les flux sont actualisés avec un taux plus élevé, ce qui réduit la VAN. Une hausse du taux d'intérêt diminue la VAN. Toutes choses égales par ailleurs, une hausse de taux d'intérêt diminue donc le nombre de projet à VAN positif, ce qui a pour effet de réduire les investissements des entreprises et la demande des fonds prêtables. Malgré le potentiel du pays, les investisseurs ne sont pas incités à créer plus d'entreprises dans le secteur agroalimentaire, à cause des taux d'intérêt débiteur qui est de 34,6%, en Francs Congolais.

II. INDICATION METHODOLOGIQUE

Notre base des données est de neuf entreprises agroalimentaires pendant une période de 17 ans, soit de 2015 à 2021 et a comme sources principales : la Direction Générale des Impôts (DGI), le Conseil Permanent de la Comptabilité au Congo (CPCC), la Banque Centrale du Congo (BCC) et Institut National de la statistique (INS).

Tableau I. Présentation des données

Année	CA BRABANTA	CA BRACONGO	CA BRALIMA	CA MARSAVCO	CA MIDEMA	CA MINO CONGO	CA PHC	CA SCB	CA UPAK	TXINT	IPC (2010=100)	TXCH
2005	1678874423	89518529456	286235465871,00	39845486457,12	86855594214,78	70997867910,00	4285896972,00	3971847879,00	8005787501,00	65,5	20,71	473,91
2006	1810874187	90518529712	300212456879,00	41860486987,58	88855594576,09	72297567475,00	4585876970,00	4091847324,00	9145187123,00	45,9	23,99	468,28
2007	2100674111	92618229754	302125203695,00	45860786102,45	90475194712,14	76257567054,00	5185576902,00	4101247897,00	9575187754,00	42,6	32,16	516,75
2008	2000874852	90018529400	320145231521,00	43540556457,32	88975594567,54	74952567854,00	5084576856,00	4001247456,00	9480087754,00	43,2	40,38	559,29
2009	2256844523	94018529789	312695123145,00	49710356921,41	91575594312,97	78459567459,00	5384776452,00	4321247769,00	10500087953,00	65,3	52,04	809,79
2010	2558844854	95918599789	336711330295,00	63710556921,94	93875494012,47	80009677257,00	5557776198,00	4578207769,00	11000087572,00	56,5	62,45	905,91
2011	2758544412	97918590529	362244267206,00	36616075591,18	95983494789,08	81599677789,00	5957476213,00	4689828058,00	12908887675,00	43,8	71,66	919,49
2012	3008744412	116421733109,00	371620422396,00	57378218341,84	100583494742,42	84593677259,00	6007976456,00	3989743327,00	14901687578,00	29,1	79,88	919,76
2013	3116744123	133748999021,00	354930466490,00	58610594154,49	98783494457,47	83503677014,00	6028476867,00	7850541049,00	16201687246,00	19,6	89,51	919,57
2014	3416644740	152620324169,00	348391165065,00	44827034823,79	101583494399,23	87703677383,00	9511317499,00	3902157966,00	19526679500,00	18,7	99,19	925,23
2015	5690124583	159427731179,00	316625950900,00	26814402189,00	113297178587,31	113492138484,00	10128825568,00	4348469844,00	25526679500,00	19,4	100,00	925,98
2016	11536066592	158483532935,00	312070682131,00	19583748398,00	119193969750,77	157184911344,00	19060673542,43	6195722087,00	27896643396,00	19,0	105,53	1010,30
2017	16194136095	185928789686,00	395801511530,00	21235972956,00	146144813059,00	180988378887,00	34299044744,00	11438803522,00	21945676869,00	20,6	117,12	1464,42
2018	22670702318	288526016481,00	435537166489,00	19496744772,00	126490329216,00	135620146542,00	50814891897,00	9017808000,00	19403822187,00	24,7	128,04	1622,52
2019	17565776282	265464745035,00	412435466615,00	17110655867,00	125339723539,00	84145262292,00	49893161630,00	8631925194,00	24042904962,00	26,7	132,12	1647,76
2020	26077970629	271816492443,00	439549981671,00	26169831520,00	158701765652,88	19243859164,00	61727396540,00	10767385237,00	25774555344,00	23,7	137,05	1851,12
2021	31255084891	368532344008,00	536629901671,00	29624012137,00	269580266608,75	11608773656,00	113737055703,00	16044194422,00	45188067176,00	24,2	147,36	1989,39

Source : DGI, CPCC, Rapports annuels de la BCC et Base des données WDI de la Banque Mondiale actualisée en 2023

2.1. Analyse de la structure de panel et estimation du modèle de régression de la variation du chiffre d'affaires sur ses déterminants

Il est question de procéder d'abord au test d'homogénéité des données avant de passer à la vérification de la structure de panel. Cette dernière passe par l'estimation du modèle ; avant cela, il convient d'en décrire les variables et de mesurer leurs degrés de d'association.

2.1.1. Résultats des tests d'homogénéité des données et des comportements

2.1.1.1. Résultat du test d'homogénéité des données

Il s'agit de comparer les moyennes des variables pour les 9 entreprises retenues dans l'échantillon après avoir comparé leurs variances.

Le test d'égalité de variances consiste à comparer la statistique de Bartlett à la valeur théorique du Khi-carré au seuil de 5%. Lorsque la valeur calculée de la statistique de Bartlett est supérieure à celle du Khi carré théorique (probabilité critique associée inférieure à 5%), on conclut à une différence significative entre les variances (une hétérogénéité des variances) ; dans le cas contraire, la différence n'est pas significative (il y a homogénéité des variances).

Dans le cas d'acceptation de l'hypothèse d'égalité des variances, le test consiste à comparer la statistique F-Fisher de l'analyse de la variance à la valeur théorique de la table au seuil de 5% ; dans le cas contraire, la comparaison se fait avec la statistique F de Welch. L'hypothèse d'égalité des moyennes est acceptée lorsque la valeur de la statistique F calculée est inférieure à la valeur théorique (la probabilité critique associée est supérieure ou égale à 5%) ; sinon, l'hypothèse est rejetée. Le taux d'intérêt (TXINT), le taux de change (TXCH) et l'indice des prix à la consommation (IPC) étant les mêmes pour tous les individus (entreprises), le test ne concernera que le chiffre d'affaires (CA).

Tableau II. Résultat du test d'égalité des variances et des moyennes du chiffre d'affaires

Variables	Statistique de Bartlett	p-value de la stat de Bartlett ou de Levene	Décision de la comparaison des variances	Stat F du test d'ANOVA pour variances égales	p-value de la stat F d'ANOVA	Stat F du test de Welch pour variances inégales	p-value de la stat F de Welch	Décision de la comparaison des moyennes
CA	1708,88***	0,0000	Hétérogènes			31,95092***	0,0000	Hétérogènes

Source : l'auteur, sur base des données de l'étude, à l'aide du logiciel EvIEWS 12

Il ressort du résultat du test de comparaison des variances que la statistique de Bartlett associée est significative aux seuils de 5% et 1% (Probabilités critiques associées inférieures à 5% et 1%), signe d'une hétérogénéité des variances, et donc des variabilités des valeurs de cette dernière pour différentes entreprises sur la période d'analyse.

La comparaison des moyennes indique une hétérogénéité des données au regard de la significativité des statistiques F (Probabilité associée inférieure à 5% et 1%).

2.1.1.2. Analyse de l'homogénéité des comportements par l'estimation sur les données de panel

Avant procéder à l'estimation, il convient de procéder à la présentation des variables et des modèles. Celle-ci sera suivie de l'analyse descriptive et de corrélation entre les variables.

2.1.1.2.1. Les variables et le modèle

2.1.1.2.1.1. La sélection des variables

a) Variable expliquée

La variable expliquée est la variation du chiffre d'affaires (CA).

b) Variables explicatives

Les variables explicatives retenues sont :

- le taux d'intérêt débiteur en monnaie nationale (TINXT) ;
- le taux de change (TXCH) ;
- l'indice des prix à la consommation (IPC).

2.1.1.2.1.2. Les modèles

Eu égard à l'échelle des valeurs entre les variables explicatives et la variable expliquée, et pour tenir compte de la variation de cette dernière, le chiffre d'affaires sera exprimé en logarithme et les coefficients du modèle seront interprétés comme des variations relatives du chiffre d'affaires à la suite des variations absolues des régresseurs.

Le modèle à estimer se présente comme suit :

$$LCA_{it} = C + \alpha_1.TXINT_{it} + \alpha_2.TXCH_{it} + \alpha_3.IPC_{it} + \varepsilon_{it}$$

Les signes attendus des coefficients sont positifs pour les variables TXCH et IPC pour indiquer l'indexation du prix de vente sur le taux de change et le niveau de l'inflation ; négatif, pour TXINT en raison de l'effet du taux d'intérêt sur le coût du capital.

2.1.1.2.1.3. Analyse descriptive et de la corrélation

Au cours de cette section, il est présenté tour à tour les éléments ci-après : d'abord l'analyse descriptive, ensuite la matrice de corrélation, enfin la présentation et l'interprétation des résultats.

a) Analyse descriptive

L'allure générale de la distribution des variables est décrite par les caractéristiques de tendance centrale et de dispersion qui sont présentées dans le tableau qui suit.

Tableau III. Statistiques descriptives

	LCA	TXINT	TXCH	IPC
Mean	26.81329	34.62032	1054.675	84.65947
Median	24.52608	26.74833	919.7550	89.51182
Maximum	38.31277	65.49500	1989.391	147.3600
Minimum	21.24139	18.69250	468.2788	20.71262
Std. Dev.	5.803993	15.93513	470.4657	39.98715
Skewness	1.187239	0.741979	0.614903	-0.125707
Kurtosis	2.645979	2.182626	2.193719	1.774361
Jarque-Bera	36.74214	18.29773	13.78601	9.979420
Probability	0.000000	0.000106	0.001015	0.006808
Sum	4102.433	5296.909	161365.2	12952.90
Sum Sq. Dev.	5120.323	38597.13	33643371	243043.8
Observations	153	153	153	153

Source : l'auteur, à l'aide du logiciel Eviews 12

Il ressort du tableau ci-dessus qu'en moyenne : le logarithme du chiffre d'affaires (26,81, avec un écart-type de 5,81), le taux d'intérêt (34,62, avec un écart-type de 15,95), le taux de change (1054,68, avec un écart-type de 470,47) et l'indice des prix à la consommation (base 2015=100) (84,66, avec un écart-type de 39,99), indiquent une dispersion modérée des valeurs des variables pour différentes entreprises.

b) Analyse de la corrélation

Cette analyse permet de mesurer le degré de liaison ou d'association entre les variables quantitatives. Elle ouvre la voie à une analyse de la causalité et facilite le choix des variables à intégrer dans un modèle de régression. Les résultats de l'analyse sont condensés dans le tableau qui suit.

Tableau IV. Matrice de corrélation

Covariance Analysis: Ordinary				
Sample: 2005 2021				
Included observations : 153				
Correlation				
t-Statistic				
Probability	LCA	TXINT	TXCH	IPC
LCA	1.000000			

TXINT	-0.208356	1.000000		
	-2.617774	-----		
	0.0098	-----		
TXCH	0.210282	-0.569232	1.000000	
	2.643084	-8.507699	-----	
	0.0091	0.0000	-----	
IPC	0.234243	-0.778927	0.936532	1.000000
	2.960796	-15.26296	32.82636	-----
	0.0036	0.0000	0.0000	-----

Source : auteur, à l'aide du logiciel Eviews 12

L'analyse de corrélation entre les variables fait apparaître clairement :

- une corrélation positive significative entre le logarithme du chiffre d'affaires et le taux de change et l'indice des prix à la consommation ;
- une corrélation négative significative entre le logarithme du chiffre d'affaires et le taux d'intérêt débiteur.

2.1.1.3. Résultats de l'analyse de l'homogénéité de comportement

La constance des valeurs de certaines variables du modèle pour tous les individus ne permet pas de passer par toutes les étapes du test d'homogénéité de comportement ; nous allons passer tour à tour à l'estimation des modèles à homogénéité parfaite, à effets fixes individuels et à effets aléatoires, avant de retenir les meilleurs modèles à l'issue des tests de validation et en fonction de leurs pouvoirs explicatifs respectifs.

2.1.2. Résultats des estimations

Tableau V. Résultats des estimations du modèle d'homogénéité parfaite (des données empilées les unes sur les autres) du logarithme du chiffre d'affaires

	Estimation OLS	Estimation GLS	Estimation « SUR »
<i>Variables</i>	<i>Coefficients</i>		
C	25,58655***	23,97631***	25,48660***
TXINT	-0,027746	-0,022242	-0,023891**
TCH	0,000313	0,001435	0,000336
IPC	0,021942	0,003617	0,021233**
<i>R</i> ²	0,056612	0,072905	0,688530
<i>F</i>	2,980462**	3,905712**	109,7921***
<i>Tests de validation du modèle estimé</i>			
<i>Jarque-Bera</i>	32,55745***	40,79613***	6,663980**
<i>Breusch-Pagan</i>	191,0858***	153,1295***	15,28457
<i>LR test (ratio de vraisemblance)</i>	249,9573***	-	-

Source : l'auteur, à l'aide du logiciel Eviews 12

Il ressort de résultats des trois estimations du modèle d'homogénéité parfaite contenus dans le tableau ci-dessus que seule la méthode SUR donne un résultat valide qui respecte toutes les hypothèses classiques sur les erreurs individuelles, hormis celle de normalité des résidus individuels.

L'estimation retenue est celle obtenue par la méthode SUR qui se présente comme suit :
 $LCA = 25,4866010257 - 0,0238911933137*TXINT + 0,000336205570652*TXCH + 0,0212334810876*IPC$

Le résultat de l'estimation SUR indique que le modèle est globalement significatif (Statistique F de Fisher, significative au seuil de 1%), son pouvoir explicatif est de 68,9% :

- la variable TXCH a un effet significatif au seuil de 5% sur le chiffre d'affaires ;
- la variable IPC a un effet positif significatif au seuil de 5% sur le chiffres d'affaires ;
- la variable TXINT a un effet négatif significatif au seuil de 5% sur le Chiffre d'affaires.

Tableau VI. Résultats des estimations du modèle à effets individuels (fixes et aléatoires) du chiffre d'affaires

<i>Variables</i>	<i>Modèle à effets fixes</i>			<i>Modèle à effets aléatoires</i>
	<i>Estimation OLS</i>	<i>Estimation GLS</i>	<i>Estimation « SUR »</i>	<i>Estimation GLS</i>
	<i>Coefficients</i>			<i>Coefficients</i>
C	25,58655***	25,79588***	25,49908***	0,507283***
TXINT	-0,027746	-0,009818	-0,024478**	0,025584***
TCH	0,000313	0,001230	0,000466	1,26E-07
IPC	0,021942	0,000712	0,019724**	-0,006159
<i>R</i> ²	0,756589	0,919193	0,996757	0,309258
<i>F</i>	39,84244***	145,8099***	3939,174***	10,50104***
<i>Tests de validation du modèle estimé</i>				
<i>Jarque-Bera</i>	67,77434***	136,1841***	3,688375	14,15411***
<i>Breusch-Pagan</i>	191,0858***	145,7969***	0,928479	245,8509***

Source : l'auteur, à l'aide du logiciel Eviews 12

Il ressort de résultats des estimations des modèles à effets individuels (fixes et aléatoires) contenus dans le tableau ci-dessus que la méthode SUR, sur le modèle à effets fixes, donne un résultat valide qui respecte toutes les hypothèses classiques sur les erreurs individuelles.

Le choix du résultat de l'estimation du modèle d'explication du chiffre d'affaires se fera entre les estimations « SUR » des modèles, d'homogénéité parfaite (estimation sur les données empilées les unes sur les autres) et à effets fixes individuels sur base de la qualité de l'ajustement (la valeur du coefficient de détermination R^2).

Sur cette base, c'est l'estimation SUR du modèle à effets fixes individuels qui est retenu.
$$LCA = 25,4990789537 - 0,0244782301619 * TXINT + 0,000466361280383 * TXCH + 0,0197236827862 * IPC$$

La variation du taux d'intérêt d'un point de pourcentage dans un sens induit celle du chiffre d'affaires de 2,4% dans le sens contraire ; celle de l'indice des prix à la consommation l'induit à 2,0% dans le même sens, rencontrant ainsi les signes attendus. La variation du taux de change à 0,05% n'influence pas significativement celle du Chiffre d'affaires.

CONCLUSION

Les résultats de nos analyses indiquent une dispersion modérée des valeurs des variables pour différentes entreprises agroalimentaires. L'analyse de la corrélation positive significative entre le chiffre d'affaires et le taux de change ainsi que l'indice des prix à la consommation est expliqué par toute variation de ces deux variables indépendantes qui entraîne une variation positive du chiffre d'affaires, tandis que la corrélation négative significative entre le chiffre d'affaires et le taux d'intérêt débiteur indique que toute augmentation du taux d'intérêt débiteur entraîne une diminution du chiffre d'affaires. Le coefficient de détermination (R^2) dans l'ensemble justifie la variation du chiffre d'affaires qui dépend à 68,9%, de trois variables, le taux d'intérêt débiteur, le taux de change et l'indice de prix à la consommation. L'estimation SUR du modèle à effets fixes individuels retenu indique la variation du taux d'intérêt d'un point de pourcentage dans un sens induit celle du chiffre d'affaires dans le sens contraire, toute variation du taux d'intérêt débiteur d'un point de pourcentage entraîne dans le sens contraire, soit une augmentation, soit une diminution de 2,4% du Chiffre d'affaires, en ce qui concerne l'indice des prix à la consommation, toute la variation l'induit dans le même sens à 2,0% le chiffre d'affaires.

Enfin, les investissements constituent un facteur vital duquel dépend essentiellement la création des richesses dans une économie. Ainsi, les banques jouent un rôle primordial dans le financement des activités des entreprises. Mais avec une moyenne de 34,6% du taux d'intérêt débiteur en monnaie nationale appliqué par les banques commerciales, ce taux a une influence négative sur la croissance d'activités et du chiffre d'affaires des entreprises agroalimentaires de Kinshasa, qui n'attire pas beaucoup d'investissement dans ce secteur.

BIBLIOGRAPHIE

- AUGUST LUTZ F., *Monnaie et le taux d'intérêt*, Paris, 1948.
- BERK J. et DEMARZO P., *Finance d'entreprise*, Paris, édition nouveaux horizons, 2008
- BOUSCAYROL V., *Pratique du chiffre d'affaires en IFRS*, édition Dunod, 2010
- DAMODARAN A., *Finance d'entreprise, théorie et pratique*, Bruxelles, 2^e édition, 3^e tirage, De Boeck Université, 2008.
- Deloitte Services SARL, *Etude du secteur bancaire en RDC*, Paris, édition 2022.
- FARBER A., *Finance*, édition Pearson, 2009.
- Journal officiel n° spécial loi n° 003/2002 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit.
- LUMONANSONI F., *Gestion des banques et autres institutions financières*, Kinshasa, édition. Presses de l'Université Kinshasa, 2018.
- MISHKIN F., *Monnaie, banque et marchés financiers*, 9^e édition Pearson Education, 2010.
- STOLERU L., *Répartition des investissements et le taux d'intérêt*, 1967.